

Centrale des Risques en microfinance: méthodologie, démarches, facteurs de succès de la Centrale des Risques au Maroc

Pascale Moreau

Secteur en pleine expansion, la microfinance devient de plus en plus concurrentielle. Le nombre croissant d'IMF sur le marché a pour conséquence que les emprunteurs ont un accès plus facile au crédit ce qui peut mener au surendettement et à l'insolvabilité des microentrepreneurs.

En partageant, les unes avec les autres, les informations sur les emprunteurs, les IMF peuvent réduire leurs risques et éviter ainsi des pertes. En effet, l'historique de crédit d'un emprunteur est un indicateur important de sa solvabilité.

Ces services d'information sur la solvabilité des emprunteurs, encore appelés *services d'information sur les crédits*, ou encore *centrale des risques* ou bien *credit bureau*, offrent des avantages aussi bien aux IMF qu'à leurs clients dans un environnement d'information imparfaite et permettent :

- de détecter au plus vite les risques d'insolvabilité des emprunteurs,
- d'éviter les risques d'endettements croisés, mais surtout de cavalerie (utilisation d'un crédit pour en rembourser un autre) et de surendettement,
- d'inciter les microentrepreneurs à rembourser leur prêt et donc à mettre en œuvre des projets viables afin de ne pas voir leur nom communiqué à la centrale des risques.

Cependant, les centrales des risques et autres mécanismes formels, qui permettent l'échange d'information sur la situation d'endettement des emprunteurs dans la plupart des pays développés, sont presque absents dans les contextes où les acteurs de la microfinance sont les plus actifs.

La problématique du système de partage de l'information est ensuite abordée: doit-il se limiter aux données négatives ou inclure également des données positives ? Faut-il privilégier les registres publics de crédit ou les centrales de risques privées ?

Le passage en revue de quelques centrales des risques liées à la microfinance permet de souligner les différents questionnements auxquels il faudra faire face lors de la conception d'un credit bureau destiné à partager les informations sur les microcrédits.

Dans les pays développés, l'effet conjugué des centrales des risques et du scoring (techniques statistiques de notation) a permis l'expansion de l'accès au crédit des populations à faible revenu. Le scoring, adapté à la microfinance, est brièvement introduit.

Le Maroc, leader sur le marché de la microfinance de la région MENA, compte, fin 2005, environ 630 000 clients actifs servis par 11 associations de microcrédit, avec un encours global de crédit d'environ 1 milliard 555 millions de dirhams (environ 141 millions d'euros) et un taux de remboursement de 98%¹. En 2004, un projet de centrale des risques spécialisée pour le secteur de la microfinance marocaine, soutenu par PlaNet Finance, voyait le jour. Sur base d'un cahier des charges défini par les AMC, un outil pratique de recensement consolidé des engagements clientèle, afin d'éviter le surendettement des microentrepreneurs, a été développé pour le secteur. Les démarches de ce projet sont étudiées ainsi que les différents services d'information sur le crédit au Maroc.

Les projets de centrale des risques dans un secteur de la microfinance de mieux en mieux couvert, avec une augmentation des crédits individuels, où les IMF se font concurrence seront des facteurs de succès si les conditions suivantes : système national d'identification des clients, maturité du secteur de la microfinance et cadre légal pour la protection de la vie privée, sont réunies et que les quelques recommandations reprises dans la conclusion sont suivies.

Des systèmes d'échange d'information plus ouverts et une évaluation des risques plus poussée permettront, entre autres, d'accroître l'accessibilité des services financiers aux populations exclues des systèmes bancaires traditionnels.

¹ Chiffres F NAM